

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 27/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**REVIVAL (ex. VALRECY)**

60 Quai de Loire  
58600 Fourchambault

Références : 240280

Code AIOT : 0025100060

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement REVIVAL (ex. VALRECY) implanté 60 Quai de Loire 58600 Fourchambault.

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL (ex. VALRECY)
- 60 Quai de Loire 58600 Fourchambault
- Code AIOT : 0025100060    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'entreprise REVIVAL exploite sur le site de Fourchambault une installation de tri, traitement et regroupement de déchets.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incendie
- Portique de détection de la radioactivité
- Gestion des eaux pluviales

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Mise en demeure, déchets	1 Mois
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 2°)	Demande d'action corrective	3 Mois
5	Prévention explosion	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 6°)	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	Autres dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B3 1°)	Demande d'action corrective	1 Mois
13	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Brûlage à l'air libre	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 4°)	
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B2.2	
10	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	
11	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	
12	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**


Plusieurs non-conformités ont été relevées pour lesquelles il est attendu de l'exploitant un plan d'actions pour les résorber.

Suite à la découverte sur le site d'un paratonnerre radioactif, il est demandé à l'exploitant son évacuation selon la procédure de l'ANDRA.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de revoir l'imperméabilisation de son site afin que les eaux météorites susceptibles d'être polluées par passage sur les déchets soient récupérées, canalisées et traitées avant rejet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède une application informatique "Gestion des accidents et sinistres" au niveau de groupe REVIVAL Derichebourg pour déclarer les accidents ou incidents. L'incendie survenu sur site le 25/06/2021 est indiqué dessus. À noter que la fiche de notification incident/accident remplie par l'exploitant à l'occasion de celui-ci n'est pas disponible sur l'application.  L'exploitant possède également une procédure de "Gestion des situations d'urgence - Incendie explosion" (dernière version du 30/09/2016).  Celle-ci n'indique pas que les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 doivent être déclarés dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées (IIC).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour sa procédure en incluant la nécessité de déclarer dans les meilleurs délais à l'IIC les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - radioactivité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À l'entrée du site, au niveau du pont-bascule un portique de détection de la radioactivité SAPHYMO est en place.</p> <p>Suite à la dernière inspection du 11/07/2022 qui avait relevé que la disposition du site était telle qu'il existait une possibilité de ne pas passer par le portique, l'exploitant a condamné la voie à gauche du portique par des blocs bétons et mis en place une signalisation indiquant l'obligation de passer par celui-ci. <b>Néanmoins, il est toujours possible d'accéder au site par une voie à droite du portique sans passage par celui-ci.</b></p> <p>Le portique a été contrôlé par la société Bertin le 07/12/2023 et son prochain contrôle est à réaliser avant le 07/12/2024.</p> <p>L'exploitant possède une procédure de contrôle hebdomadaire du portique de radioactivité qui consiste à réaliser un test une fois par semaine en plaçant des électrodes Tungstène devant l'un des capteurs du portique pour déclencher une alarme.</p> <p>L'exploitant indique que le déclenchement avec les électrodes Tungstène ne fonctionne pas donc il utilise un paratonnerre qu'il possède sur site depuis des années pour tester le portique. Il manipule celui-ci pour ce test. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la provenance de celui-ci.</p> <p><b>L'exploitant possède sur site une source radioactive (paratonnerre).</b></p> <p>L'exploitant possède également un radiamètre dont la dernière vérification a été réalisée le 25/10/22 et sa date de validité courait jusqu'au 25/10/23. <b>L'exploitant possède un radiamètre en défaut d'étalonnage.</b></p> <p>L'exploitant possède une procédure de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité. Sur celle-ci, il est indiqué que s'il y a déclenchement du portique et que le chauffeur a subi des examens, un passage avec un autre chauffeur sous le portique avec un autre chauffeur doit être réalisé. Lors d'un déclenchement de portique le 26/07/2022, l'exploitant a indiqué qu'il était dû au chauffeur car celui-ci avait indiqué avoir réalisé des examens. Cependant, un nouveau passage avec un nouveau chauffeur n'a pas été réalisé car l'exploitant indique que la benne était vide. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de zone particulière prévue pour isoler un chargement radioactif sur site. Au vu des échanges avec l'exploitant, la procédure de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité est peu maîtrisée par l'exploitant.</p> <p><b>La procédure interne de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité n'est pas appliquée et peu maîtrisée de l'exploitant.</b></p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- évacuer le paratonnerre présent sur site selon la procédure ANDRA (<https://www.andra.fr/espace-producteurs/prise-en-charge-des-paratonnerres-et-des-detecteurs-de-fumee>),
- former le personnel à la procédure interne de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité,
- s'assurer que l'ensemble des déchets entrants fassent l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, notamment par passage obligatoire par le portique de détection de la radioactivité.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets


**Proposition de délais :** 1 Mois




### N° 3 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 2°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - c- pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'empêcher tout risque de pollution accidentelle massive du milieu aqueux, une obturation manuelle de l'émissaire de sortie, type vanne quart de tour, doit être mise en place.
<b>Constats :</b>  Un bassin de rétention de 600 m <sup>3</sup> permet de récupérer les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Sa vidange est assurée par une pompe automatique. L'exploitant indique qu'en cas d'incendie, celui-ci arrête cette pompe pour isoler les eaux susceptibles d'être polluées. Pour cela, il est nécessaire d'accéder au coffret électrique de la pompe en local à l'aide d'une clé. La disponibilité/emplacement de cette clé pour permettre l'arrêt de la pompe n'a pas été vérifiée. L'isolement rapide des eaux d'extinction d'un éventuel incendie n'est pas facilité.  Dans la procédure de l'exploitant "Gestion des situations d'urgence - Incendie Explosion", il est indiqué à l'étape 7 : "Fermer la vanne de sectionnement pour les sites équipés".  Sur le plan de lutte incendie, il est indiqué un obturateur réseau (représenté par un robinet).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre à jour sa procédure "Gestion des situations d'urgence - Incendie Explosion" avec l'arrêt d'une pompe de vidange pour isoler les eaux d'extinction de son site,</li><li>- mettre à jour le plan de lutte contre l'incendie de la même manière,</li><li>- permettre un isolement rapide des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

#### N° 4 : Brûlage à l'air libre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 4°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - pollution de l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières et des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites. Tout brûlage à l'air libre est interdit. Tout brûlage ainsi que tout traitement par fusion sont effectués dans des fours adaptés et équipés d'épurateurs de gaz de combustion. L'utilisation de telles installations doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable. Le brûlage des huiles est interdit.
<b>Constats :</b>  Aucun brûlage à l'air libre n'a été observé sur site.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Prévention explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3 6°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre. Lorsque dans les déchets reçus, il est découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il est fait appel sans délai à l'un des services suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• service de déminage (dans le mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),</li><li>• service des munitions des armées (terre, air, marine),</li><li>• gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.</li></ul> <p>L'adresse et le numéro de téléphone sont affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier. Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que les objets et corps creux est effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le responsable du site indique que s'il découvre un engin explosif, il appelle la QSE pour connaître la procédure à suivre.</p> <p>À l'extérieur des bureaux, est affichée une fiche réflexe, indiquant la conduite à tenir en cas de découverte d'un engin explosif avec les numéro de la mairie, de la gendarmerie (17) et des pompiers (18).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à former son personnel à la procédure à suivre en cas de découverte d'un engin explosif sur site.</p> <p>Cette formation devra être tracée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - matériel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, buses d'extinction automatique en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Le réseau d'incendie et l'ensemble du matériel d'incendie doivent être conformes aux normes en vigueur. Les moyens d'extinction doivent être choisis pour limiter des entraînements de produits polluants. Les eaux d'extinction d'incendie polluées doivent pouvoir être récupérées avant évacuation hors de l'établissement. L'établissement doit disposer d'une protection de premier secours bien étudiée, permettant à tout moment d'attaquer un sinistre en attendant les secours extérieurs et d'alerter ces derniers dans le plus court délai possible de jour comme de nuit. L'établissement est doté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de bouches et poteaux d'incendie armés normalisés, judicieusement répartis, alimentés par une pression suffisante et utilisables en période de gel,</li> <li>• d'extincteurs fixes et mobiles adaptés aux feux à combattre, contrôlés périodiquement et répartis en différents points de l'usine. L'emploi d'extincteurs susceptibles de dégager des vapeurs toxiques est interdit,</li> <li>• d'interrupteurs et disjoncteurs peints en rouge à manœuvre en cas de feux. La mise hors service pour entretien des installations d'incendie est, sauf cas d'urgence, signalée 48 heures ouvrables à l'avance au responsable de la brigade communale des sapeurs pompiers couvrant l'établissement. Les aires de circulation nécessaires aux services de secours doivent rester dégagées en permanence. En cas de travaux, la signalisation des déviations est mise en place au préalable. Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont établis en accord avec le directeur départemental des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 37 extincteurs portatifs et 6 sur roues. Leur dernière vérification périodique a été réalisée par DESAUTEL le 05/02/24,</li> <li>- 4 citernes de 30 m<sup>3</sup> avec 2 prises d'aspirations en commun. Sur le logiciel "PréviSDIS" du SDIS, il s'agit de la réserve artificielle aérienne n°058117803 dont le dernier contrôle a été réalisé le 14/03/2022 et la dernière reconnaissance opérationnelle le 31/08/2023.</li> </ul> <p>Côté détection, le site est clôturé et une télésurveillance est assurée 24h/24h et 7j/7j par une société extérieure. Une caméra thermique a été mise en place au niveau de la cuve de GNR dans le bâtiment fermé. L'exploitant indique que la maintenance des différents caméras et capteurs de mouvement est réalisée 1 fois/an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compte-rendu de la dernière maintenance de la caméra thermique et des caméras présentes sur site,</li> <li>- le procès-verbal de réception du SDIS pour les réserves incendies,</li> </ul>

- le calcul D9+D9A justifiant le volume des réserves incendie et de la rétention des eaux d'extinction du site.

L'exploitant s'assurera qu'à tout moment les réserves incendies sont opérationnelles et remplies.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois


## N° 7 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b>  Voir point de contrôle précédent.  La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 05/02/2024.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : Lutte contre l'incendie


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes d'incendie sont établies ; elles sont affichées ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche près de l'accès du chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation. Le personnel doit être instruit sur la manœuvre des moyens de secours. L'exploitant tient à jour un registre d'incendie.
<b>Constats :</b>  Des consignes et une procédure de gestion des situations d'urgence incendie explosion sont affichées à l'entrée des bureaux.  Un test de situation d'urgence a été réalisé le 10/06/24 (départ de feu DIB) auquel est associé un compte-rendu avec des actions correctives. La participation des salariés à ce test est tracée.  L'exploitant indique qu'une formation incendie a été réalisée le 14/04/2023.  Des 1/4 d'heure sécurité sont organisés avec un objectif mensuel et tracés (dernier le 06/06/2024).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 9 : Autres dispositions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B3 1°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - rondes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant organise au moins deux rondes de sécurité dont l'une est effectuée une demi-heure après l'arrêt du travail, et l'autre deux heures plus tard.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'organise pas au moins deux rondes de sécurité dont l'une est effectuée une demi-heure après l'arrêt du travail, et l'autre deux heures plus tard.  À noter, qu'une télésurveillance est assurée sur site 24h/24h 7j/7j.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit organiser au moins deux rondes de sécurité dont l'une est effectuée une demi-heure après l'arrêt du travail, et l'autre deux heures plus tard.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois



## N° 10 : Installations électriques et mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Conformité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA le 17/02/2024 a été présenté.  Aucune observation n'a été relevée.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 11 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été informé que son site est soumis à l'arrêté du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par</p>

le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article 5 de cet arrêté rentre en vigueur le 01/07/2024 donc n'est pas applicable le jour de l'inspection.

La coordinatrice QSE est informée de cet arrêté ministériel et de ses différentes dates d'application en fonction des articles.

Certains éléments sont actuellement en place mais elle doit faire un bilan sur ceux manquants.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Maîtrise des sinistres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Maîtrise des sinistres. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du Code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 6 de cet arrêté rentre en vigueur le 01/07/2024 donc n'est pas applicable le jour de l'inspection.</p> <p>La coordinatrice QSE indique qu'aucun contact avec le SDIS pour un exercice incendie n'a encore été pris.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 13 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents aqueux sont canalisés.  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.  Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.....
<b>Constats :</b>  Les différents déchets sont principalement stockés dans des alvéoles non couvertes séparées par des voies de circulation.  L'imperméabilisation des voiries sur une grande partie du site (alvéoles et voies de circulation) n'est pas assurée car l'enrobé est fortement dégradé (présence de trous, crevasses,...). Les eaux météorites susceptibles d'être polluées par passage sur les déchets s'infiltrant alors directement dans le sol.  <b>Les eaux météorites susceptibles d'être polluées par passage sur les déchets ne sont pas entièrement canalisées et traitées avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois